

Légende : ● Précis tel qu'il apparaît dans le document.
■ Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.



CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

Gilles N. Larin et Daniel Boudreau, *La tarification des services publics : financement différent ou taxe supplémentaire?*, publications de la CFFP, Université de Sherbrooke, janvier 2008.

Étude sur les possibilités de financement des services publics par la tarification des services.

● Vieillesse de la population, renouvellement des infrastructures, remboursement de la dette : le Québec devra relever des défis majeurs en matière de financement des services publics au cours des prochaines décennies. Au moment où le gouvernement du Québec crée un groupe de travail sur la tarification des services publics, quelle est la place de la tarification par rapport aux impôts dans les revenus totaux de l'État? Le premier fascicule de cette étude, qui s'intitule « [La tarification des services publics : financement différent ou taxe supplémentaire? – Fascicule 1 : Un contexte favorable](#) », explique que malgré un contrôle serré des dépenses, le financement par la méthode traditionnelle des impôts et des taxes risque de s'avérer insuffisant et inapproprié pour assurer la pérennité des services. Le deuxième fascicule, qui s'intitule « [La tarification des services publics : financement différent ou taxe supplémentaire? – Fascicule 2 : L'état de la situation](#) », montre que pour assurer leur survie et moduler leur offre selon les besoins de la population, la tarification apparaît comme une solution tout indiquée. L'analyse décrit l'encadrement législatif et réglementaire qui la régit ainsi que les actions posées par les gouvernements pour en favoriser l'utilisation. Le troisième fascicule, qui s'intitule « [La tarification des services publics : financement différent ou taxe supplémentaire? – Fascicule 3 : Vers une politique de la tarification plus incitative](#) », explicite que pour réussir ce virage vers l'implantation d'une politique de la tarification plus incitative et visant une utilisation plus intensive et structurée, trois caractéristiques s'avèrent essentielles. D'abord, l'adhésion de la population. Deuxièmement, le support politique du gouvernement représente un élément fondamental afin d'aborder le financement des biens et services publics sous un angle différent. Finalement, il importe de créer un environnement administratif incitatif pour les gestionnaires publics. Le quatrième fascicule, qui s'intitule « [La tarification des services publics : financement différent ou taxe supplémentaire? – Fascicule 4 : Les infrastructures routières aux États-Unis](#) », traite du financement des infrastructures routières aux États-Unis et discute de l'application de certaines dispositions américaines au Québec. L'objectif de cette analyse consiste d'abord à présenter une vue d'ensemble du financement des infrastructures routières aux États-Unis. Reposant essentiellement sur les frais d'utilisation et les taxes dédiées, le financement s'effectue dans la majorité des États via des fonds à des fins particulières. La croissance limitée des taxes sur le carburant oblige les différents gouvernements à rechercher de nouvelles sources de revenus, à court et à long terme. Par ailleurs, le développement de la technologie permet d'évaluer de nouvelles sources de revenus basées sur la distance parcourue et d'introduire des péages variables selon le moment, les secteurs et le flux de circulation. La deuxième partie de l'étude porte sur l'application de certains de ces éléments au Québec.

Luc Godbout et Suzie St-Cerny, *La charge fiscale nette des particuliers au Québec et dans les pays du G7 : le Québec est en excellente position et maintes fois champion des réductions fiscales*, publications de la CFFP, Université de Sherbrooke, janvier 2008.

[https://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/62F0518115F2AB4C852573D8005902A1/\\$file/Charge%20fiscale%20nette%20QC%20et%20G7.pdf?OpenElement](https://acpcol01.usherbrooke.ca/prod/recherche/chairefisc.nsf/alldoc/62F0518115F2AB4C852573D8005902A1/$file/Charge%20fiscale%20nette%20QC%20et%20G7.pdf?OpenElement)

Analyse comparative de la charge fiscale nette des particuliers québécois selon la méthodologie de l'OCDE.

- Dans cette étude, les auteurs utilisent la méthodologie développée par l'OCDE dans son étude intitulée « Les impôts sur les salaires », et calculent la charge fiscale nette des particuliers québécois pour différents niveaux de revenus et selon différentes situations familiales pour 2000 et 2006 puis comparent les résultats à ceux des pays du G7. Pour le calcul de la charge fiscale nette, les impôts sur le revenu payés par les contribuables sont considérés, mais également les cotisations sociales versées ainsi que les différentes prestations reçues, ce qui permet une analyse plus complète. Les résultats obtenus montrent notamment que le Québec se compare avantageusement avec la moyenne des pays du G7 et qu'il est maintes fois le champion, parmi les pays du G7, en ce qui a trait à l'importance des réductions fiscales entre 2000 et 2006.

MINISTÈRE DES FINANCES

Québec, ministère des Finances, *Dépenses fiscales édition 2007*, novembre 2007, 348 pages.

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2007.pdf

Les dépenses fiscales du Québec de 2002 à 2008.

- Le régime fiscal a pour principal objectif de générer un niveau de revenus adéquat permettant au gouvernement de financer ses activités. Il a également d'autres fins : le gouvernement l'utilise pour poursuivre certains objectifs stratégiques sur les plans économique, social, culturel ou autres. Par exemple, il peut permettre de soutenir le développement économique, d'encourager l'épargne en vue de la retraite, de protéger les ménages à faible revenu ou d'aider financièrement les familles. Au fil des ans, le gouvernement a ainsi introduit dans le régime fiscal plusieurs mesures, couramment appelées « dépenses fiscales », qui ont pour but d'accorder des allègements fiscaux à des groupes déterminés de particuliers ou d'entreprises ou relativement à certaines activités. Les dépenses fiscales ont pour effet de réduire ou de différer les impôts et taxes autrement payables par les contribuables. Elles peuvent prendre plusieurs formes, notamment celles de revenus non assujettis à l'impôt, d'exemptions de taxe, de remboursements de taxe, de déductions dans le calcul du revenu imposable, de crédits d'impôt ou de reports d'impôt. Le présent document vise à faire le point sur les dépenses fiscales du régime québécois. Il précise les dépenses fiscales pour huit champs fiscaux et indique le coût de chacune d'elles pour le gouvernement de 2002 à 2008.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Pierre Lemieux, « L'économie souterraine : causes, importance, options », *Les cahiers de l'Institut économique de Montréal*, novembre 2007, 36 pages.

http://www.iedm.org/uploaded/pdf/cdr_nov07_fr.pdf

Les différentes options envisageables pour faire face au problème de l'économie parallèle.

- Pour faire face au problème de l'économie souterraine, quatre options sont envisageables. La première réside dans la répression : imposer des sanctions plus lourdes aux participants de l'économie souterraine. Toutefois, à part les coûts en ressources (plus de policiers, de douaniers, de prisons, etc.) et les coûts de la dissuasion marginale, intensifier la répression de l'économie souterraine entraînerait d'autres coûts. De plus, d'un point de vue historique, il n'y a probablement aucune répression qui ait jamais réussi à éliminer les marchés illégaux. La deuxième option consiste à rechercher le niveau optimal d'économie souterraine : comparer le coût net de chaque marché illégal à l'avantage net de la

politique publique qui en est la cause. Si l'on arrive à un coût net pour la combinaison de la politique publique et des marchés illégaux qu'elle entraîne, on abandonne la politique publique ; si, au contraire, on obtient un avantage net, la politique publique est maintenue et les marchés qu'elle génère, considérés comme partie des coûts nécessaires à l'obtention de ces avantages. Cependant, évaluer scientifiquement tous ces coûts et ces avantages est scientifiquement impossible, pour des raisons autant théoriques que pratiques; de fait, de telles évaluations sont introuvables. La troisième option consisterait à ne rien faire, à laisser l'économie souterraine évoluer sans intervention. Avec l'augmentation des coûts actuels des marchés illégaux et les conséquences imprévisibles qui s'ensuivraient, cette option semble très risquée. La dernière option en lice consisterait à supprimer ou modifier les politiques publiques qui ont suscité les marchés illégaux. Plusieurs économistes approuvent cette approche. Supprimer autant que possible les obstacles à l'échange est la seule solution qui prenne au sérieux à la fois la vision smithienne de l'échange et l'impossibilité de réaliser des analyses avantage-coût détaillées.

Mathieu Laberge, « Le péage comme solution au financement du réseau routier », *Notes économiques*, octobre 2007, 4 pages.

http://www.iedm.org/uploaded/pdf/octobre07c_fr.pdf

Note économique sur le financement du réseau routier québécois.

- On oublie parfois que le Québec a déjà été la province ayant le plus recours au péage. Des postes de péage, qui ont été abandonnés dans les années 1980, étaient notamment installés sur les autoroutes 10, 13, 15, 40, sur le pont Jacques-Cartier et sur le pont Champlain. Dans un contexte de détérioration et de financement insuffisant du réseau routier, le retour des péages constitue une solution intéressante de plusieurs points de vue.



ÉTATS-UNIS

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Congressional Budget Office, *Approaches to Reducing Carbon Dioxide Emissions*, novembre 2007, 16 pages.

<http://www.cbo.gov/ftpdocs/87xx/doc8769/11-01-CO2Emissions.pdf>

Témoignage du président du CBO devant le Comité du budget de la Chambre des représentants : propositions visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

- Global climate change is one of the nation's most significant long-term policy challenges. Human activities are producing increasingly large quantities of greenhouse gases, particularly CO₂. The accumulation of those gases in the atmosphere is expected to have potentially serious and costly effects on regional climates throughout the world. The magnitude of such damage remains highly uncertain. But there is growing recognition that some degree of risk exists for the damage to be large and perhaps even catastrophic. The specific policy approach adopted to reduce emissions can have significant effects on the costs involved and on their distribution. In particular, an incentive-based approach for curbing CO₂ emissions is substantially more economically efficient than alternative "command-and-control" policies, which might dictate specific technologies or set standards for particular products or producers. An incentive-based approach to lowering CO₂ emissions could be implemented in two main ways: by regulating the price of those emissions (for example, by taxing emissions) or by adopting a market-based system to regulate the quantity of emissions (for example, by establishing a "cap-and-trade" program for them). Either approach would raise the price for consuming goods and services that result in CO₂ emissions. Those price increases could provide an effective financial incentive for firms and households throughout the economy to take actions that would decrease emissions.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

Joint Committee on Taxation, *History, Present Law, and Analysis of the Federal Wealth Transfer Tax System*, 13 novembre 2007, 50 pages.

<http://www.house.gov/jct/x-108-07.pdf>

Historique et évolution du système d'imposition des transferts intergénérationnels de richesse.

■ Wealth transfer taxes have been part of the U.S. Federal tax system since 1797. The present-law Federal wealth transfer tax system consists of three related components: a gift tax, an estate tax, and a generation-skipping transfer tax. This document provides a history, description, and analysis of the Federal estate and gift tax rules. The overview presents data about the estate and gift tax, a brief discussion of possible economic effects of the tax, and a short summary of present law estate and gift tax rules.

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

Aviva Aron-Dine, *An Unlimited Estate Tax Exemption For Farmland: Unnecessary, Open to Abuse, and Likely to Hurt, Rather Than Help, Family Farmers*, 1^{er} octobre 2007, 7 pages.

<http://www.cbpp.org/10-1-07tax.pdf>

Regard sur les impacts négatifs d'une exemption illimitée de l'impôt successoral pour les propriétaires de terres agricoles.

■ An unlimited estate tax exemption for farmland would likely prove extremely costly because it would create strong incentives for wealthy individuals to convert large amounts of their estates into qualifying farmland. Also, it could undermine its own goals; if wealthy individuals seeking to shield assets from the estate tax bid up the price of farmland, that would make it more difficult for genuine family farmers to keep their farms in their families and could discourage others of ordinary means from entering farming. In contrast, a broad-based reform like making the current (\$4 million per couple) estate tax exemption, or the 2009 (\$7 million per couple) estate tax exemption permanent would protect virtually all farm estates from tax, according to Congressional Budget Office estimates. It would also be far simpler, more administrable, and less open to abuse, and would not have unintended negative consequences for family farmers.

Richard Kogan et James Horney, *The House Has Complied this Year With its New "Pay-As-You-Go" Rule - But Greater Challenges Lie Ahead*, 7 novembre 2007, 18 pages.

<http://www.cbpp.org/11-7-07bud.pdf>

L'application par le Congrès de la règle "Pay-As-You-Go", qui exige que les mesures fiscales soient financées à même le budget, et non par un déficit.

■ In early January, the House of Representatives established a Pay-As-You-Go rule. The rule prohibits the House from considering any tax or entitlement legislation that would increase projected deficits over the coming ten-year period. Proposed entitlement increases must be fully offset, or "paid for," by reductions in existing entitlements or increases in revenues. Likewise, proposed tax cuts must be fully offset by increases in other taxes or reductions in entitlements. We have examined the actions of the current House and the prior three Congresses with regard to the financing of entitlement and tax legislation and present our findings below. We then discuss the importance of continued adherence to the PAYGO rule as well as some reasons that adherence could collapse. CBO data show that the House has achieved impressive compliance this year with its new PAYGO rule; it has passed entitlement and tax legislation containing several hundred billion dollars in costs (over ten years) — and has fully offset those costs. This year's record of compliance to date stands in sharp contrast to the record of the last three Congresses, which violated the PAYGO principle by almost \$1.3 trillion over the 2001-2006 period. The biggest test for PAYGO lies ahead, as the extension of expiring tax breaks — such as AMT relief — moves to the top of the Congressional schedule. PAYGO compliance is critical to avoiding an explosion of federal debt over the long term.

Aviva Aron-Dine, *Improving the Refundable Child Tax Credit: An Important Step Toward Reducing Child Poverty*, révisé le 13 novembre 2007, 7 pages.

<http://www.cbpp.org/10-24-07tax.pdf>

Les effets positifs d'augmenter le crédit d'impôt remboursable pour enfant.

- Some 6 million children in working-poor families are currently barred from receiving the Child Tax Credit, a \$1,000 per-child tax benefit. An additional 10 million children in low-income working families receive only a partial Child Tax Credit. Families need earnings well above the poverty line — and even farther above what fulltime minimum-wage work pays — to qualify for the full credit. A single parent with two children would need earnings of at least \$22,630 in 2008 to receive the full benefit. Because of its current structure, the Child Tax Credit leaves out the very children whose families face the greatest financial hardship. The current structure of the Child Tax Credit also punishes workers whose earnings fail to keep pace with inflation. Such workers see a smaller child tax benefit each year. For example, a worker making \$14,500 (full-time earnings at the new minimum wage) would qualify for a \$368 credit in 2008 but only a \$278 credit by 2010. Legislation introduced by Senators Olympia Snowe (R-ME) and Blanche Lincoln (D-AR) would make the Child Tax Credit available to about 2 million children who currently are ineligible. A temporary measure included in the House-passed AMT patch bill would extend the credit to 2.9 million otherwise- ineligible children in 2008.

Aviva Aron-Dine et Arloc Sherman, *Ways and Means Committee Chairman Charles Rangel's Proposed Expansion of the EITC for Childless Workers: An Important Step to Make Work Pay*, 25 octobre 2007, 10 pages.

<http://www.cbpp.org/10-25-07tax.pdf>

Les conséquences d'une augmentation du crédit d'impôt sur le revenu gagné telle que proposée dans un récent avis de voies et moyens.

- The Earned Income Tax Credit (EITC) for workers without children is currently extremely small, too small even to fully offset federal income taxes for workers at the poverty line. Ways and Means Committee Chairman Charles Rangel's proposal to increase the EITC for childless workers would prevent workers whose wages leave them in poverty from owing federal income taxes. It would also improve work incentives for childless adults and, in particular, for less-educated men — a group whose declining employment rates are a major cause for concern. Moreover, it would ensure that full-time minimum wage workers will not become ineligible for the EITC when the minimum wage increases to \$7.25 an hour in 2009. The proposal to increase the EITC would also reduce poverty and hardship among low-wage workers without children, a group with access to almost no other forms of government support. It would also be likely to have a positive impact on children, because many "childless" workers eligible for the EITC are noncustodial parents.

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE AND BROOKINGS INSTITUTION)

Leonard E. Burman, *The Alternative Minimum Tax: Assault on the Middle Class*, 29 octobre 2007, 12 pages.

http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1001113_Burman_AMT.pdf

Un document qui explique clairement le fonctionnement de l'impôt minimum de remplacement et ses effets négatifs sur les contribuables de la classe moyenne.

- In a tax code with no shortage of ironies, the alternative minimum tax (AMT) stands out. Created by Congress in 1969, it was aimed at millionaires, but relatively few millionaires pay it. It is billed as a low-rate levy, but most of its victims face higher taxes because of it. It undermines two widely lauded reforms of the income tax—restoring both bracket creep and the marriage penalty. And though nobody favors keeping this Frankenstein alive, it will be very difficult to kill. Welcome to the tax policy twilight zone.

NATIONAL TAX JOURNAL (NTJ)

David P. Richardson, Jason S. Seligman, « Health Savings Accounts: Will They Impact Markets? », *National Tax Journal*, vol. 60, no 3, p. 455, septembre 2007, 13 pages.

Résumé :

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/c70c0150310f95dc8525738e0078c4f5?OpenDocument>

Les comptes d'épargne-santé rencontrent-ils les objectifs gouvernementaux?

● Recently, the federal government began redirecting health care tax subsidies towards tax-exempt Health Savings Accounts (HSA). This tax program requires selection of high-deductible policies — shifting government tax subsidies away from the premium (pure insurance) component and towards the out-of-pocket (self-insurance) component of health insurance contracts. We analyze price sensitivity and relative risk burden effects from this policy change. Regarding risk burden allocations, we show HAS-eligible contracts can redistribute substantial health risk onto households. HSAs may reduce the moral hazard associated with traditional health insurance contracts but may increase adverse selection problems. Overall we find that HSAs are limited in their ability to effect health care spending.

Leonard E. Burman, William G. Gale, Greg Leiserson et Jeffrey Rohaly, « The AMT: What's Wrong and How to Fix It », *National Tax Journal*, vol. 60, no 3, p. 385, septembre 2007, 21 pages.

Résumé :

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/b5afbdc6c5fcbc838525738e007727e7?OpenDocument>

Propositions de réforme de l'impôt minimum de remplacement.

● The alternative minimum tax (AMT) is a complex, unfair, and inefficient shadow tax system that threatens to affect 32 million taxpayers by 2010, many of them solidly middle class. Under current law, repealing the AMT without offsets would cost more than \$850 billion through 2017. This paper summarizes the current and projected effects of the AMT and considers options to finance repeal. One attractive option we consider would be to combine AMT repeal with a four percent tax on AGI in excess of \$200,000 for married couples and \$100,000 for others.

Robert Carroll, « The Economic Effects of the President's Proposal for a Standard Deduction for Health Insurance », *National Tax Journal*, vol. 60, no 3, p. 419, septembre 2007, 13 pages.

Résumé :

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/b5afbdc6c5fcbc838525738e007727e7?OpenDocument>

Les effets positifs d'une proposition de déduction d'impôt pour l'assurance-maladie.

● Health care costs continue to rise rapidly in the United States, claiming an increasing share of economic resources. One factor contributing to this rise is the favourable tax treatment for employer-sponsored health insurance, whereby employees pay neither income nor payroll taxes on health care that is provided through their employers. This tax treatment, which amounts to a \$300–\$400 billion per year subsidy for health insurance, has led to greater reliance on employer-sponsored insurance and lower deductible plans. Moreover, individuals who purchase insurance on their own often receive no tax subsidy. This paper discusses a health tax proposal included in President Bush's FY 2009 Budget that would reduce or eliminate these tax biases through a new standard deduction for health insurance (SDHI). The SDHI would be available to all individuals purchasing qualifying insurance and improve incentives by breaking the link between how much an individual pays for insurance and the value of the tax subsidy. The SDHI would increase the number of individuals with health insurance by roughly six to nine million and reorient the tax subsidy more towards lower-income

individuals. The paper also considers alternatives to the SDHI proposal, principally a flat refundable health insurance tax credit.

Leonard E. Burman, Jason Furman, Greg Leiserson et Robertson C. Williams Jr., « The President's Proposed Standard Deduction for Health Insurance: Evaluation and Recommendations », *National Tax Journal*, vol. 60, no 3, p. 433, septembre 2007, 22 pages.

Résumé:

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/f43e24f37b39cccf8525738e00783112?OpenDocument>

Critique de la proposition de déduction d'impôt pour l'assurance-maladie, et correctifs suggérés.

- The President's proposal to replace the current exclusion of employer-paid health insurance premiums with a standard deduction for qualifying health insurance would level the playing field for employment-based coverage and private plans but would risk the loss of insurance for many workers, threaten existing risk-sharing pools, and unfairly favour the wealthy. This paper evaluates the President's plan, suggests changes that would improve it, and assesses alternatives that would address the plan's shortcomings and improve its likelihood of expanding coverage to many families who now lack insurance.



ROYAUME-UNI

HM TREASURY

HM Treasury, *Consultation on Modernising Tax Relief for Business Expenditure on Cars : Summary of Responses*, 9 octobre 2007, 12 pages.

http://www.hm-treasury.gov.uk/pbr_csr/documents/pbr_csr07_cars.cfm

Consultations publiques sur une modification proposée à l'amortissement des véhicules automobiles à fortes émissions carboniques.

- At Budget 2006 the Government launched a consultation on modernising tax relief for business expenditure on cars. This discussed replacing the existing capital allowance rules that apply to cars costing over £12,000 with the introduction of a range of first-year capital allowances based on CO2 emissions, with the balance of unrelieved expenditure being taken to a new car pool with lower writing down allowances than the general pool. An update was published in March 2007 in which views were sought on a refined proposal that utilised two pools, the general plant and machinery pool and a lower rate pool and introduced a threshold for emissions. Which pool expenditure would be allocated to would depend on whether or not the CO2 emission levels were above or below the threshold. The update document also sought views on proposals to reform the lease rental restriction utilising the same emissions threshold and applying a uniform fixed percentage disallowance on relevant payments on cars with emissions above the threshold. The Government is publishing today a summary of the responses received in respect of these two documents.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

Richard Disney, Carl Emmerson et Matthew Wakefield, *Tax Reform and Retirement Saving Incentives : Evidence from the Introduction of Stakeholder Pensions in the UK*, 27 novembre 2007, 36 pages.

<http://www.ifs.org.uk/wps/wp1907.pdf>

Analyse des impacts de la réforme des véhicules d'épargne-retraite au Royaume-Uni.

● Faced with ageing populations, OECD governments are seeking policies to increase individual retirement saving. In April 2001, the UK government introduced Stakeholder Pensions – a low cost retirement saving vehicle. The reform also changed the structure of tax-relieved contribution ceilings, increasing their generosity for lower earning individuals. We examine the impact of these changes on private pension coverage and on contributions to personal pension accounts using individual level micro data. We use a difference-in-differences strategy, and where necessary our estimator is modified to allow for dichotomous outcomes. The results suggest that the change to the contribution ceilings affected both coverage rates and contributions to private pensions among lower earnings individuals, especially among women, and those in couples.



INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, *Impôts sur sa consommation : une solution d'avenir ?*, octobre 2007, 8 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/45/7/39495479.pdf>

Les impacts de l'augmentation des impôts à la consommation dans les pays de l'OCDE.

■ Tous les gouvernements prélèvent des impôts pour financer leurs dépenses publiques, qui concernent aussi bien les établissements d'enseignement que les réseaux routiers et la sécurité sociale. La question est de savoir quels types d'impôts il faut prélever, comment ils sont appliqués et quelle est leur incidence sur les contribuables. Les gouvernements manifestent depuis quelques années un intérêt croissant pour le recours aux impôts sur la consommation, tels que les taxes sur les ventes et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui assurent le financement d'une part de plus en plus importante de ces dépenses. Cela s'explique par deux raisons principales. Certains analystes soutiennent que le renforcement de la concurrence fiscale internationale – les différences dans les taux d'imposition ou dans les dispositions applicables selon les pays – rend difficile la tâche de recouvrement des impôts sur les bénéfices des sociétés et sur le revenu des personnes physiques qui incombe aux gouvernements, de sorte que les impôts sur la consommation deviendront une source de recettes publiques plus importante. D'autres soutiennent que le passage des impôts sur les revenus aux impôts sur la consommation améliorerait l'efficacité économique et élèverait le taux de croissance ou qu'il améliorerait la compétitivité et préserverait l'emploi. Ces débats posent un certain nombre de questions. L'évolution vers un recours accru aux impôts sur la consommation, et en particulier à la TVA est-elle inévitable? Aboutirait-elle à un renforcement de la croissance économique? Améliorerait-elle la compétitivité et préserverait-elle les emplois? Dans quelle mesure élargirait-elle l'écart entre riches et pauvres? Cette Synthèse examine les travaux de l'OCDE sur ces questions ainsi que les modalités du délicat équilibre que les gouvernements doivent trouver entre l'efficacité économique et la lutte contre les inégalités de revenus.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK (SSRN)

Lester B. Snyder, *Taxation of the New Era Family Unit*, novembre 2007, 57 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1028605

Analyse des iniquités fiscales causées par l'évolution de l'imposition de l'unité familiale aux États-Unis.

● Virtually everyone in this country is directly affected by the material in this chapter. Whether you are single, married, cohabitating with someone of the opposite or same sex, a child, an elderly person, someone going through a divorce or separation, rich or poor, there are numerous tax issues and tax disparities that impact your daily lives. Over the past 90 or so years, the taxation of the family unit has undergone numerous changes, resulting in unequal treatment of significant numbers of citizens. The evolution of the tax law of the family unit provides us with an opportunity to view the constant interplay and conflict between federal and state laws. Keeping with the theme of this book, this chapter will focus on some of these major inequalities, many of which have received only sparse public attention and are generally unknown to the ordinary taxpayer.

Eric Allen Engel, *Transparence Fiscale en Droit Comparé : France / U.S.A.*, octobre 2007, 19 pages.
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1021595

Étude comparative entre la France et les États-Unis sur les méthodes d'évitement de la double-imposition fiscale.

● Le droit fiscal français admet plusieurs possibilités afin d'éviter la double-imposition fiscale. Pourtant, celles-ci sont limitées par d'autres principes autorisant l'administration à faire un "rattrapage" de revenus. En revanche, le système fiscal américain n'admet pas si facilement la transparence fiscale, laissant subsister la double imposition. Cependant, la jurisprudence américaine est limitée en ce qui concerne le rattrapage de revenus. Par conséquent, notre analyse va être axée sur cette ambivalence et va tenter d'en cerner les conséquences. Nous soutenons la thèse suivante : la double imposition introduit des distorsions dans le marché, favorisant la dette (obligations) par rapport au capital (actions). Ainsi, le marché capital américain est déformé par sa tendance à la double-imposition. D'autre part, l'incertitude due aux méthodes de rattrapage, inhérentes au système fiscal français déforme également le marché capital. Ainsi, une harmonisation juridique nous paraît nécessaire : l'introduction de mécanismes de transparence dans le système fiscal américain, et la limitation, voire la suppression, dans le système français, des règles juridiques incertaines comme « l'abus de droit » ou « l'acte normal de gestion ».

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Sonia Bellerive, Jasmin Daoust, Stéphanie Fortier Caron, Jean-François Langlois, Pierre-Simon Lindsay-Gélineau, Armelle-Andrée Nahounou, Véronique Racine, Jean-Daniel Roux.